

## Grève à l'Université du Burundi : les enseignants encouragent le dialogue

@rib News, 09/04/2017 &ndash; Source Xinhua L'Association des professeurs de l'Université du Burundi (APUB) et le Syndicat du personnel enseignant de l'Université du Burundi (SPEUB), encouragent le dialogue de tous les partenaires comme "voie de sortie concertée" de la nouvelle crise qui secoue l'université depuis deux semaines. Le 24 mars dernier, un groupe d'étudiants, se revendiquant de l'UB, avait adressé une correspondance au chef d'Etat burundais Pierre Nkurunziza pour l'informer qu'il lançait un préavis de grève partant de cette date jusqu'au 5 avril courant dans un objectif de protester contre la mise en application du décret présidentiel du 1er février 2017 portant introduction du système de prêt-bourse d'études et de stages à l'enseignement supérieur.

Suite à cette initiative estudiantine interprétée par les autorités universitaires comme un "ultimatum" adressé au président Nkurunziza, 12 étudiants de l'UB, considérés comme des "meneurs" de ce mouvement de grève, sont actuellement détenus par la police dans le cadre d'une enquête liée à l'annonce de ce préavis de grève. Dans un communiqué conjoint diffusé dimanche, l'APUB et la SPEUB, déplorent l'usage de la "force publique" pour résoudre une question d'ordre académique et sociale. "Face à cette impasse, le corps des enseignants, encourage le dialogue de tous les partenaires, en l'occurrence la direction de l'Université, la représentation des enseignants et la représentation des étudiants, afin de trouver ensemble une voie de sortie concertée", insiste le communiqué. Pour l'APUB et la SPEUB, la situation dans laquelle se trouve l'UB est "préoccupante" d'autant plus que cette nouvelle crise survient au moment où la réforme BMD (Baccalauréat-Master-Doctorat) introduite depuis 2012 au sein de cette institution universitaire, était sur une bonne lancée pour réussir. En effet, le 3 mars dernier, la ministre burundaise de l'Education, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique(MEESRS), Janvière Ndirahisha avait annoncé qu'avec l'année académique 2016-2017, l'UB franchira un pas de géant dans la mise en place de la réforme BMD, en ouvrant sa première école doctorale. Pour sa part, le 25 mars dernier, le recteur de l'UB, Gaspard Banyankimbona, a adressé une mise en garde au groupe d'étudiants signataires d'un document de "préavis de grève" pour protester contre la récente décision gouvernementale portant introduction du système de prêt-bourse en lieu et place de la gratuité pratiquée jusque-là. En revanche, pour le groupe initiateur du préavis de grève, le nouveau système instituant le "prêt-bourse" en lieu et place de la "gratuité" jusqu'ici pratiquée, renfermerait des "ingrédients discriminatoires" contre des étudiants issus des familles pauvres au Burundi. Le 1er février 2017, le président Nkurunziza a signé un décret portant réorganisation de la gestion des bourses d'études et de stages dans l'enseignement supérieur burundais, avec comme innovation fondamentale la suppression du système de sa gratuité pratiquée durant plus de cinq décennies du Burundi post-indépendant. La ministre Ndirahisha a souligné que le système de gratuité de la bourse d'études et de stages longtemps pratiquée dans l'enseignement supérieur burundais, est "aujourd'hui révolu et ne peut plus perdurer" particulièrement à l'UB, notamment eu égard à la croissance "exponentielle" des effectifs des étudiants, combinée aux dépenses budgétaires "colossales" qu'il occasionne. Vieille de 53 ans pour avoir vu le jour en 1964 avec un effectif de 53 étudiants, l'UB a atteint aujourd'hui "son point culminant" avec un total de 11.428 étudiants inscrits. Par ailleurs, a ajouté la ministre Ndirahisha, la suppression du système de "gratuité" pour l'octroi de la bourse d'études et de stages au Burundi, au-delà de son caractère "hautement budgétivore", s'explique aussi par un souci d'harmonisation burundaise avec les pratiques en vogue au sein de la plupart des pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). En effet, a-t-elle explicité, avec l'introduction du prêt-bourse, le Burundi ne fait qu'emboîter le pas à quatre autres pays de la CAE (Rwanda, Tanzanie, Ouganda et Kenya), qui ont opté depuis longtemps pour ce système au sein de leurs systèmes d'enseignements supérieurs respectifs.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});